



JUIN
2022

Après le Mali, quel engagement de l'Allemagne au Sahel ?

4ifri
depuis
1979

Alain ANTIL
Paul MAURICE

Comité d'études
des relations
franco-allemandes
(Cerfa)

Centre Afrique
subsaharienne

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Les activités de recherche et de publication du *Comité d'études des relations franco-allemandes* – [Cerfa](#) – bénéficient du soutien du Centre d'analyse de prévision et de stratégie du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et du Frankreich-Referat de l'Auswärtiges Amt.



Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité des auteurs.

ISBN : 979-10-373-0556-5

© Tous droits réservés, Ifri, 2022

Couverture : Visite de travail du Chancelier allemand Olaf Scholz au Niger, 23 mai 2022

© Présidence de la République du Niger

Comment citer cette publication :

Alain Antil et Paul Maurice, « Après le Mali, quel engagement de l'Allemagne au Sahel ? », *Notes du Cerfa*, n° 169, Ifri, juin 2022.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : ifri.org

Notes du Cerfa

Publiée depuis 2003 à un rythme mensuel, cette collection est consacrée à l'analyse de l'évolution politique, économique et sociale de l'Allemagne contemporaine : politique étrangère, politique intérieure, politique économique et questions de société. Les *Notes du Cerfa* sont des textes concis à caractère scientifique et de nature *policy oriented*. À l'instar des *Visions franco-allemandes*, les *Notes du Cerfa* sont accessibles sur le site de l'Ifri, où elles peuvent être consultées et téléchargées gratuitement.

Le Cerfa

Le Comité d'études des relations franco-allemandes ([Cerfa](#)) a été créé en 1954 par un accord gouvernemental entre la République fédérale d'Allemagne et la France. Il bénéficie d'un financement paritaire assuré par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et l'*Auswärtiges Amt*. Le Cerfa a pour mission d'analyser l'état des relations franco-allemandes sur le plan politique, économique et international ; de mettre en lumière les questions et les problèmes concrets que posent ces relations à l'échelle gouvernementale ; de présenter des propositions et des suggestions pratiques pour approfondir et harmoniser les relations entre les deux pays. Cette mission se traduit par l'organisation régulière de rencontres et de séminaires réunissant hauts fonctionnaires, experts et journalistes, ainsi que par des travaux de recherche menés dans des domaines d'intérêt commun.

Éric-André Martin est Secrétaire général du Cerfa et dirige avec Paul Maurice et Marie Krpata, chercheurs, et Hans Stark, conseiller pour les relations franco-allemandes, les publications du Cerfa. Catherine Naiker est assistante au sein du Cerfa.

Auteurs

Alain Antil est chercheur et directeur du Centre Afrique subsaharienne de l'Ifri. Il travaille sur les questions politiques mauritaniennes, sur les questions de sécurité au Sahel, et participe aux travaux de son équipe sur la recomposition de la place de l'Afrique subsaharienne dans les relations internationales, notamment en étudiant les politiques africaines des partenaires traditionnels et émergents de la région. Il enseigne à l'IEP de Lille et à l'université de Paris I.

Paul Maurice est chercheur au Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) à l'Ifri, où il travaille en particulier sur les questions de politique intérieure allemande, les relations franco-allemandes dans le cadre de la construction européenne, et la politique étrangère et de sécurité de la République fédérale d'Allemagne. Il est membre du comité de rédaction de la revue *Allemagne d'aujourd'hui* et enseigne à l'université Paris-Est Créteil (UPEC).

Résumé

La situation sécuritaire au Sahel central, en dépit d'un engagement important de la communauté internationale, se dégrade fortement depuis une décennie. L'Allemagne, malgré les réticences de son opinion publique, est engagée dans un soutien sécuritaire au Sahel notamment à travers sa participation à la Mission de formation de l'Union européenne au Mali (*European Union Training Mission, EUTM*) et depuis peu au Niger, ainsi qu'à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA). Plus de 1 500 soldats allemands y sont déployés. Si l'arrivée au Mali de la société militaire privée russe Wagner a conduit à la suspension du volet formation de l'EUTM, et donc au retrait allemand, l'annonce du retrait de l'opération française Barkhane n'a pas conduit Berlin à revoir sa participation à la MINUSMA. Cette mission est actuellement le plus important engagement sécuritaire de l'Allemagne depuis son retrait d'Afghanistan à l'été 2021. L'engagement sécuritaire vient compléter le rôle que joue Berlin dans cette zone, au moment où le partenaire français diminue sa voilure et dans le contexte d'une compétition stratégique de plus en plus âpre au sud du Sahara. Berlin compte renforcer dans ce cadre sa coopération avec la société civile et accentuer son aide publique au développement.

Abstract

The security situation in the central Sahel, despite a significant commitment by the international community, has been deteriorating sharply for a decade. Germany, despite the reluctance of its public opinion, is committed to providing security support in the Sahel, notably through its participation in the European Union Training Mission in Mali (EUTM) and, more recently, in Niger and the United Nations Multidimensional Integrated Stabilization Mission in Mali (MINUSMA). More than 1,500 German soldiers are engaged there. While the arrival of the Russian private military company Wagner in Mali led to the suspension of the training component of EUTM, and thus to the German withdrawal, the announcement of the withdrawal of the French operation Barkhane did not lead Berlin to review its participation in MINUSMA. This mission is currently Germany's largest security commitment since the withdrawal from Afghanistan in the summer of 2021. The security commitment complements Berlin's role in the area, at a time when the French partner is reducing its size and in the context of increasingly fierce strategic competition south of the Sahara. Germany intends to strengthen its cooperation with civil society and increase its official development assistance.

Sommaire

INTRODUCTION	7
LE SAHEL CENTRAL, UN CONTEXTE SÉCURITAIRE ET POLITIQUE DÉGRADÉ.....	9
L'ALLEMAGNE ET SA POLITIQUE SAHÉLIENNE	13
LA SITUATION SAHÉLIENNE DANS LE CONTEXTE INTERNATIONAL.....	16
CONCLUSION	20

Introduction

Le 20 mai 2022, le Bundestag a prolongé d'un an – jusqu'à fin mai 2023 – les deux mandats des missions de la Bundeswehr au Mali et au Niger. La participation à l'opération MINUSMA¹ de l'Organisation des Nations unies (ONU) est renforcée, la mission de formation EUTM² doit se concentrer sur le Niger. Dans le cadre de la MINUSMA, la Bundeswehr enverra désormais davantage de soldats : sur demande du gouvernement fédéral, la limite supérieure du nombre de soldats engagés au Mali est passée de 1 100 à 1 400³. La raison invoquée est le retrait français avec la fin de l'opération Barkhane⁴ : l'Allemagne remplacera en partie les soldats français dans le service sanitaire et participera par ailleurs à la protection de la base aérienne de Gao.

Contrairement à la MINUSMA, l'opération européenne de formation de l'armée malienne, EUTM Mali, sera en grande partie suspendue, conséquence du coup d'État militaire. L'Union européenne (UE) restera toutefois présente dans le pays pour prodiguer des conseils stratégiques aux forces de sécurité et pour leur enseigner les règles de la guerre⁵. La limite supérieure de l'intervention allemande a donc été abaissée de 600 à 300 soldats, dont 230 seront stationnés au Niger voisin, où les forces spéciales allemandes forment déjà les forces locales à la lutte contre le terrorisme et les groupes armés⁶. La prolongation de la mission au sein de la MINUSMA est cependant une prolongation en demi-teinte : l'engagement de l'Allemagne au Sahel reste fragile⁷.

Cet engagement politique allemand au Sahel depuis presque une décennie se fait dans un contexte de dégradation sécuritaire, et plus récemment de désengagement progressif du Mali du partenaire français, pourtant maillon antiterroriste le plus solide de la présence internationale. Entièrement multilatéralisé au sein des Nations unies et de l'UE,

1. Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali.

2. Mission de formation des forces armées de l'Union européenne au Mali.

3. « Fortsetzung der Beteiligung bewaffneter deutscher Streitkräfte an der Multidimensionalen Integrierten Stabilisierungsmission der Vereinten Nationen in Mali (MINUSMA) », *Beschlussempfehlung und Bericht des Auswärtigen Ausschusses zu dem Antrag der Bundesregierung*, Deutscher Bundestag, Drucksache 20/1761, 18 mai 2022, disponible sur : <https://dserver.bundestag.de>.

4. L. Bansept et É. Tenenbaum, « Après Barkhane : repenser la posture stratégique française en Afrique de l'Ouest », *Focus stratégique*, n° 109, Ifri, mai 2022, disponible sur : www.ifri.org.

5. « L'Union européenne arrête ses formations militaires au Mali, mais reste au Sahel », *Le Monde*, 11 avril 2022.

6. La mission Gazelle est une mission de formation des forces spéciales nigériennes dans l'Azawak, dans la région de Tahoua.

7. D. M. Tull, « L'Allemagne au Sahel, un partenaire sceptique », *Brève stratégique*, n° 7, Irsem, 3 juin 2020, disponible sur : www.irsem.fr.

l'investissement sécuritaire de Berlin vient compléter d'autres segments de sa politique sahélienne classique (coopération pour le développement, soutien à la société civile...) et témoigner de la prise de conscience des conséquences néfastes qu'entraînerait une déstabilisation de ce voisinage sud de l'Europe. Un voisinage sud qui, à l'image du reste de l'Afrique subsaharienne, voit le rôle de l'Europe progressivement remis en cause par des compétiteurs stratégiques.

Le Sahel central, un contexte sécuritaire et politique dégradé

Dans le Sahel central, la situation sécuritaire s'est progressivement dégradée depuis le début de la crise malienne de 2012. Il est discutable de faire débiter les problèmes sécuritaires de la zone cette année-là, puisque la présence terroriste y est avérée depuis 2003 et que différentes rebellions au Niger et au Mali avaient marqué les précédentes décennies⁸. En 2012 se met cependant en route un cycle de violences qui, contrairement aux autres, entraîne une forte internationalisation et touche de vastes espaces. Plusieurs phases peuvent être distinguées depuis.

Les années 2012-2014 sont marquées par les événements du Nord Mali, où quatre mouvements armés chassent l'armée malienne et toute présence de l'État du septentrion malien et gouvernent les grandes localités⁹. Début 2013, l'opération Serval¹⁰ menée par la France chasse les mouvements armés, libère les principales localités du nord et permet l'ouverture d'un cycle :

1) de négociations de sortie de crise, ponctuées par les accords de Ouagadougou (2013)¹¹ ;

2) de retour à un pouvoir légitime (élection d'Ibrahim Boubakar Keita en août 2013 et nouvelle Assemblée nationale à l'automne¹² ;

3) de mise en place d'une nouvelle architecture de sécurité : Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine (MISMA) fin 2012, remplacement de la MISMA par une mission onusienne (2013), et mise en place du G5-Sahel (2014) et de l'opération Barkhane (2014).

8. P. Boilley, « Géopolitique africaine et rébellions touarègues. Approches locales, approches globales (1960-2011) », *L'Année du Maghreb*, vol. VII, 2011, p. 151-162.

9. Trois mouvements salafistes-jihadistes (Al-Qaïda au Maghreb islamique – Ansar Dine – Mouvement pour l'unicité du jihad en Afrique de l'Ouest) s'allient à un mouvement autonomiste/independantiste (Mouvement national de libération de l'Azawad).

10. P. Gros, J.-J. Patry et N. Vilboux, « Serval : bilan et perspectives », Fondation pour la Recherche Stratégique, note n° 16/13, 2013, disponible sur : www.frstrategie.org.

11. Prélude aux accords d'Alger de 2015.

12. Après plusieurs semaines de débâcle de l'armée malienne, des soldats et quelques officiers subalternes renversent le président Amadou Toumani Touré en mars 2012. Le capitaine Amadou Haya Sanogo devient chef de l'État et du Comité national pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'État (CNRDRE). La pression de la CEDEAO permet, quelques mois plus tard, l'installation d'autorités civiles de transition.

Les années 2015-2019 sont marquées par l'approfondissement de la coopération internationale au Sahel (création de l'Alliance Sahel en 2017 ; Force conjointe du G5-Sahel [FC G5-Sahel] en 2017 ; Coalition pour le Sahel en 2020), mais également par une extension rapide des zones touchées par les violences. Après le nord du Mali, c'est le centre du pays (région de Mopti surtout) qui est touché, puis le nord et l'est du Burkina Faso, ainsi que l'ouest du Niger. D'où plus d'attaques, plus de victimes, plus d'acteurs de la violence (groupes djihadistes mais aussi autres groupes armés, milices communautaires, etc.), ainsi qu'une augmentation stupéfiante du nombre de réfugiés et de déplacés internes. Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) décompte, en mai 2022, 4 761 906 réfugiés et déplacés sur l'ensemble du G5-Sahel¹³. Le Burkina Faso, qui ne comptait que très peu de déplacés en 2015, en dénombre 1 875 000 en mai 2022¹⁴. Les violences et les déplacements conduisent à la désorganisation des systèmes agro-pastoraux et à des tensions alimentaires. Les djihadistes, incapables de conquérir les grandes localités, contrôlent en revanche de plus en plus d'espaces ruraux, d'axes, de zones d'orpaillage. Ils lèvent des taxes sur les circulations, parfois la *zakat*, assiègent certaines localités (telles la ville de Djibo au Burkina Faso, ou les localités maliennes de Farabougou ou Toguéré-Koumbé), installent un système juridique alternatif à celui des États.

Cette période est également celle de la montée de deux frustrations en miroir. La frustration de la communauté internationale qui, en dépit des sommes consacrées et des efforts fournis, ne voit pas les États sahéliens mettre en place des réformes sur des dossiers pourtant à l'origine des violences (lutte contre la corruption, lutte contre le détournement de l'aide, déploiement d'un État efficace et protecteur dans les parties de territoires marginalisées...). La deuxième frustration est celle des populations, victimes des violences et des dérives des États, qui entendent les déclarations et engagements de leurs dirigeants et de la communauté internationale tout en voyant leur situation continuer à se dégrader. Cet immense écart entre les milliards annoncés dans les grands sommets internationaux et le faible impact sur le terrain, renforcent le sentiment d'une duplicité des pays tiers.

La troisième période s'ouvre en 2020. La communauté internationale déplore l'incapacité des États sahéliens et du G5-Sahel à coordonner les différentes aides reçues. La violence déborde vers certains pays du golfe de Guinée. Les insuccès sécuritaires des États sahéliens vont conduire à une exaspération générale de la population, qui se répercute dans le champ politique. En moins de deux ans, le Sahel connaît un assassinat de président

13. « Plateforme de coordination des déplacements forcés au Sahel », *Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés*, disponible sur : <https://data.unhcr.org> [consulté en juin 2022].

14. *Ibid.*

(Tchad 2021), quatre coups d'État (Mali 2020 et 2021, Tchad 2021¹⁵, Burkina Faso 2022), et deux élections aux résultats contestés (Niger 2021¹⁶, Burkina Faso 2020). Dans le contexte de cette dégradation, la France, *leader* de la communauté internationale au Sahel, fait l'objet d'une vindicte particulière de la part des populations. Malgré Barkhane, la sécurité au Sahel s'est dégradée. La présence militaire de l'ancien colonisateur fait dès lors l'objet de rumeurs folles (la France serait au Sahel pour organiser le chaos et s'approvisionner à bon compte en différentes ressources), savamment distillées par des groupes militants (comme le Mouvement Yerewolo d'Adama Ben Diarra dit « Ben le cerveau » au Mali), des panafricanistes¹⁷ – et sans doute des officines de pays tiers¹⁸ –, et parfois reprises telles quelles par les élites de ces pays. Le sentiment anti-français devient une ressource politique commode, qui permet d'atténuer ou de détourner la vindicte populaire de la faillite des classes dirigeantes.

Le bras de fer entre la France et le Mali constitue l'acmé de cette dégradation : exaspération française à continuer de libérer des espaces de la présence djihadiste, espaces qui ne sont pas réinvestis par l'État malien (demande de *civil surge* au sommet de Pau de janvier 2020) ; différences d'appréciation entre les deux pays sur l'opportunité de « négociations » avec les djihadistes ; opposition de Paris à la propension de l'armée malienne à se venger sur les villages d'où proviennent les djihadistes en massacrant les civils¹⁹ ; dénonciation d'un double langage des autorités maliennes qui appellent à la coopération avec Paris tout en usant d'un registre anti-français pour leur opinion publique.

Si le premier putsch malien (août 2020) n'est que mollement dénoncé par Paris, le « coup d'État dans le coup d'État » de mai 2021 marque au contraire une rupture franche. Ce deuxième « coup » avait en effet été précédé d'indices jugés inquiétants par Paris et d'autres partenaires du Mali : attermolement des autorités de transition à fixer une date butoir à leur pouvoir, déclarations ambiguës du Premier ministre Choguel Kokalla Maïga²⁰ à l'égard des accords d'Alger de 2015²¹. Quelques jours après ce coup (le 10 juin 2021), le président français Emmanuel Macron annonce la

15. L'installation d'une junte consécutive à l'assassinat d'Idriss Déby Itno est inconstitutionnelle et peut dès lors être assimilée à un putsch.

16. « Niger : violences post-électorales meurtrières », *Africanews*, 25 février 2021. À la suite de ces violences les autorités ont même annoncé avoir déjoué une tentative de coup d'état militaire, cf. M. Kaka, « Tentative de coup d'État présumée au Niger : des officiers supérieurs radiés de l'armée », *RFI*, 14 mai 2022.

17. Comme les célèbres Nathalie Yamb (« The Lady of Sotchi ») et Kémi Seba, tous deux proches de la Russie.

18. Au même titre que l'effort de « désinformation » déployé en République centrafricaine, la galaxie Prigojine est soupçonnée d'être active au Mali.

19. Cf. R. Idrissa, « Moura, ou 'a problem from hell'. Comment la guerre entre deux faiblesses interdit la paix », 7 avril 2022, disponible sur : <https://rahmane.substack.com>.

20. Un homme politique qui avait dénoncé fermement le premier putsch.

21. Accord de sortie de crise du nord du pays signé par les autorités maliennes et les mouvements armés non djihadistes.

fin programmée de Barkhane, décision dont il précisera les contours le 9 juillet suivant. Cette décision enclenche un cycle de reproches réciproques et, côté malien, la recherche d'un partenariat de sécurité alternatif face à une décision jugée unilatérale de Paris. À l'automne 2021, c'est vers une société militaire privée russe, le groupe Wagner, que se tourne le Mali. Un partenariat vraisemblablement négocié par le colonel Sadio Camara et le général Alou Boï Diarra, respectivement ministre des Armées et CEMA. Le déploiement de Wagner commence au tournant 2021-2022, à Bamako et dans le centre du Mali, et de manière plus timide dans le Hombori.

Le départ de Barkhane, qui s'est amorcé dès l'été 2021 et s'achèvera au deuxième semestre 2022, marque le départ de la nation *leader* de la communauté internationale dans le domaine de la coopération sécuritaire avec le Mali. Le départ de Barkhane et l'arrivée subséquente de Wagner s'accompagnent en effet de la fin de la Task Force Takuba²², ainsi que de la quasi-totalité de l'EUTM Mali²³. Par ailleurs, certains pays fournissant des unités à la MINUSMA s'interrogent sur leur maintien, étant donné que Barkhane garantissait une réassurance aérienne, et s'inquiètent des multiples tracasseries (exclusion aérienne, entraves aux rotations de contingents, interdiction de se rendre dans certains lieux pour enquêter sur les exactions supposées de l'armée malienne et de Wagner²⁴).

Paris a beaucoup plaidé auprès des autres pays européens pour les associer à chaque étape de sa politique au Sahel depuis 2012 (création de l'Alliance Sahel et de la Coalition pour le Sahel, soutien au G5-Sahel...). Sur le plan militaire, les Européens, et au premier titre l'Allemagne, se sont engagés dans la MINUSMA, dans les différentes opérations de formation²⁵, puis dans la Task Force Takuba. Paris a également beaucoup soutenu la mise en place de la FC G5-Sahel. La France cherchait, au Mali comme au Sahel, à internationaliser la présence sécuritaire et à préparer le retrait de Barkhane à mesure que les armées nationales, la FC G5 Sahel et la Task Force Takuba monteraient en puissance.

Côté européen, malgré certaines réticences initiales, dues notamment à la crainte d'être instrumentalisé par Paris, une prise de conscience du potentiel de déstabilisation de ce voisinage sud de l'Europe s'est rapidement opérée. La crise migratoire de 2015, même si sa composante africaine était minoritaire, a servi de déclencheur côté allemand et dans d'autres pays du nord et de l'est du continent, *a priori* peu concernés par les questions sahéniennes.

22. Opération de forces spéciales envoyées par différents pays européens dans le cadre de l'opération Barkhane. Les autorités maliennes ont bloqué, parfois pendant des mois, l'arrivée des contingents européens de Takuba en contestant leurs accords de statut des forces (*Status of Force Agreements, ou Sofa*).

23. Les autorités maliennes ont refusé de garantir aux pays engagés dans EUTM Mali que les bataillons maliens formés ne seraient pas engagés ultérieurement dans des opérations aux côtés de Wagner.

24. D. Baché, « Mali : le Conseil de sécurité de l'ONU examine le renouvellement du mandat de la Minusma », *RFI*, 13 juin 2022.

25. EUTM Mali mais également EUCAP Mali et EUCAP Niger. EUCAP est une mission de l'UE auprès des forces de sécurité intérieure.

L'Allemagne et sa politique sahélienne

L'Allemagne a participé depuis 2013 à la mission EUTM Mali, dirigée par la Bundeswehr depuis juillet 2021. Les forces armées allemandes participent également à la MINUSMA depuis ses débuts. L'intervention de la Bundeswehr dans un pays que l'Allemagne ne connaît pas a été perçue comme une obligation inconfortable destinée à prouver à la France et au monde que l'Allemagne était un partenaire fiable en matière de politique de sécurité. Néanmoins, participer à une mission de l'ONU et à une mission de formation de l'UE correspond en réalité à l'idéal des interventions allemandes : la garantie du droit international dans des interventions qui ne sont pas des missions de combat. Les soldats allemands y exercent un « mandat robuste » du Conseil de sécurité de l'ONU, les autorisant à « employer tous les moyens nécessaires ». Cela signifie qu'en cas d'attaque contre des civils, ils peuvent les défendre et se défendre eux-mêmes par les armes, et sont équipés en conséquence. Toutefois, les soldats allemands engagés dans la MINUSMA n'ont jamais participé à la lutte contre le terrorisme, et l'Allemagne ne s'est jamais engagée dans la Task Force Takuba, en dépit des fortes sollicitations françaises²⁶.

Les forces armées allemandes agissent dans le cadre constitutionnel des règles du système de sécurité mutuelle collective visé à l'article 24, alinéa 2 de la Loi fondamentale. Le Bundestag doit donc régulièrement proroger le mandat de la Bundeswehr pour participer à la MINUSMA. Le plafond des soldats allemands engagés a ainsi été élargi au fil des années, passant de 150 (à partir de 2013) à 650 (à partir de 2016), puis à 1 000 (à partir de 2017) et à 1 100 (à partir de 2018), et enfin 1 400 soldats (à partir de 2022). En 2021, environ 880 soldats de la Bundeswehr se trouvaient au Mali dans ce cadre.

Le champ d'action de la Bundeswehr s'est lui aussi élargi. Au début de la mission, la Bundeswehr a pris en charge la mise à disposition d'avions de transport et de ravitaillement, ainsi que des activités d'état-major. À partir de 2016, des travaux de reconnaissance ont été ajoutés, notamment à l'aide de drones non armés et de chars de reconnaissance. Dans ce cadre, la Bundeswehr a également utilisé des hélicoptères de combat : quatre *Tigre* sont utilisés pour la surveillance et les missions de reconnaissance dans la région. Ils sont complétés par quatre hélicoptères de transport pour

26. M. Mestermann, « Deutschland verwehrt Frankreich Hilfe bei neuem Mali-Einsatz », *Der Spiegel*, 27 décembre 2019, disponible sur : www.spiegel.de.

l'évacuation des blessés. En outre, la Bundeswehr fournit des infirmiers, des opérateurs de télécommunications et des forces d'approvisionnement.

L'engagement des soldats de la Bundeswehr au Mali est très rarement au centre de l'attention de l'opinion publique allemande, même s'il s'agit de la plus grande mission allemande à l'étranger depuis le retrait d'Afghanistan. Un changement est toutefois intervenu du fait de la dégradation de la situation politique au Mali et du putsch qui a conduit l'armée au pouvoir. Ce nouveau gouvernement n'est pas considéré comme un partenaire fiable, la junte coopérant avec les forces russes du groupe Wagner. Dans les semaines qui ont précédé le dernier renouvellement des mandats de la Bundeswehr, nombre de personnalités politiques, dont la ministre de la Défense Christine Lambrecht, s'étaient montrées sceptiques quant à la poursuite des missions au Mali²⁷. Le chef d'État-major lui-même, le général Eberhard Zorn, avait émis quelques doutes²⁸. L'armée allemande craint en effet une détérioration de la situation suite à l'annonce du retrait français. À l'instar des États-Unis lors de l'engagement international en Afghanistan, les Français étaient considérés au Mali comme une puissance protectrice. Contrairement à la MINUSMA, la mission Barkhane disposait de forces spéciales, d'avions de combat et de drones armés. Les analystes de l'armée allemande craignent que le retrait annoncé des unités antiterroristes françaises n'entraîne des conséquences dangereuses pour les troupes. Florian Hahn, député de l'Union chrétienne-sociale en Bavière (CSU) de l'opposition et membre de la Commission de Défense, soulignait que « le retrait français entraîne les lacunes capacitaires déjà mentionnées et, après le retrait d'autres partenaires, l'Allemagne reste la seule grande nation européenne à faire partie de la MINUSMA²⁹ ». Une réflexion qui interroge sur la volonté et la capacité de l'Allemagne à assumer un rôle de premier plan dans cette intervention au Mali.

Par ailleurs, l'une des principales critiques portant sur l'intervention allemande au Mali concerne le prix de ces missions. Depuis 2013, l'Allemagne s'est engagée à hauteur de quatre milliards d'euros, soit 3,83 milliards d'euros dépensés directement par les différents ministères et 191 millions d'euros supplémentaires versés *via* des organisations d'aide internationales. Au sein des ministères, le seul engagement du ministère de la Défense pour l'intervention de la Bundeswehr est évalué à plus de 2,5 milliards d'euros. Le deuxième poste le plus important, soit environ 800 millions d'euros, relève du budget du ministère du Développement. Le ministère des Affaires étrangères s'est engagé à hauteur de 498 millions

27. P. Carstens, « Steht der Mali-Einsatz vor dem Aus? », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 10 avril 2022, disponible sur : www.faz.net.

28. « „Kann kein, Weiter so geben“: Generalinspekteur Zorn sieht Sicherheit in Mali weiter verschlechtert », *Redaktionsnetzwerk Deutschland*, 6 février 2022, disponible sur : www.rnd.de.

29. « Bundestag verlängert UN-Einsatz in Mali », *Deutscher BundeswehrVerband*, 20 mai 2022, disponible sur : www.dbwv.de.

d'euros, le ministère de l'Environnement pour 11,6 millions d'euros et le ministère de l'Intérieur pour 4,3 millions d'euros³⁰.

Comme plusieurs questions ne sont pas résolues, le mandat accordé par le Bundestag à la MINUSMA en mai 2022 comprend une clause de retrait. Celle-ci stipule que « dans la mesure où un niveau d'approvisionnement et de protection suffisant pour les soldats allemands ne peut plus être garanti pendant la période du mandat, des mesures doivent être prises pour adapter la contribution allemande³¹ ». Cette clause pourrait également servir de base à un retrait complet de la Bundeswehr du Mali. Du point de vue allemand, on s'interroge sur la garantie de la protection de la mission par des hélicoptères de combat³². L'Allemagne peut certes aligner l'hélicoptère de combat *Tigre*, mais sur les 51 exemplaires, seuls neuf sont opérationnels, et affectés à la défense du territoire et des alliances en Europe. Par ailleurs, la Bundeswehr ne dispose pas de drones armés – du moins pas encore³³. Enfin, la guerre en Ukraine a conduit à un retrait qui affaiblit l'action des Casques bleus sur le terrain : pour parer à l'invasion des forces russes, Kiev a réquisitionné à la mi-mai, auprès de la société Ukrainian Helicopters, six appareils en service dans la mission onusienne déployée au Mali³⁴.

30. F. Schindler, « Milliarden-Ausgaben für den Mali-Einsatz der Bundeswehr », *Die Welt*, 5 mars 2022, disponible sur : www.welt.de.

31. « Fortsetzung der Beteiligung bewaffneter deutscher Streitkräfte an der Multidimensionalen Integrierten Stabilisierungsmission der Vereinten Nationen in Mali (MINUSMA) », *Antrag der Bundesregierung*, Deutscher Bundestag, Drucksache 20/1761, 11 mai 2022, disponible sur : <https://dserver.bundestag.de>.

32. P. Carstens, « Lambrecht droht mit Abzug aus Mali », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 15 mai 2022, disponible sur : www.faz.net.

33. L'acquisition de drones armés est prévue par le contrat de coalition de novembre 2021.

34. P. Chapleau, « Les hélicoptères ukrainiens des Casques bleus du Mali retirés du théâtre », *Lignes de défense*, 1^{er} juin 2022, disponible sur : <http://lignesdedefense.blogs.ouest-france.fr>.

La situation sahélienne dans le contexte international

La fin de Barkhane marque, pour Paris, la fin de ce type d'opération militaire lourde en Afrique, qui conduit à une forte exposition politique, et sans doute pour l'Occident la fin d'opérations anti-terroristes aussi importantes. Les autorités françaises réfléchissent actuellement à une refondation de leur posture militaire au sud du Sahara³⁵. Leur réflexion tourne autour de plusieurs axiomes : avoir une empreinte plus légère ; ne plus se lancer dans des opérations qui exposent politiquement ; ne plus « faire à la place de », mais « être en soutien à³⁶ ». Paris ne cessera certainement pas de recevoir des demandes de coopération sécuritaire, l'interventionnisme militaire en Afrique³⁷ étant un pli dont il est difficile de se départir de part et d'autre³⁸ ; mais la France devra compter avec un très prégnant sentiment anti-français dans les opinions publiques et parmi une partie des élites du Continent noir³⁹. L'Allemagne peut donc jouer un rôle dans une nouvelle relation.

Après que la France et d'autres pays ont retiré leurs troupes du Mali et en ont déployé une partie au Niger, ce dernier est en train de devenir la nouvelle plaque tournante des troupes occidentales dans la lutte contre les terroristes. Nombre de responsables politiques allemands s'y sont rendu récemment : la ministre des Affaires étrangères Annalena Baerbock à la mi-avril, le chancelier Olaf Scholz fin mai 2022. Les bouleversements politiques survenus dans la région du Sahel ont conduit les Européens à chercher un partenaire fiable, et le Niger apparaît comme relativement stable politiquement, en comparaison avec le reste de la région⁴⁰. Le gouvernement nigérien s'est également prononcé contre une coopération avec la Russie, contrairement aux nouveaux chefs militaires des États voisins. Au Niger, la Bundeswehr dispose d'un centre logistique, et 200 membres de ses forces spéciales y mettent en place une académie pour

35. Celle-ci sera rendue publique à l'automne 2022.

36. Cf. L. Bansept et É. Tenenbaum, « Après Barkhane : repenser la posture stratégique française en Afrique de l'Ouest », *op. cit.*

37. Depuis les indépendances, Paris a mené en Afrique une cinquantaine d'interventions militaires de plus ou moins grande ampleur.

38. A. Leboeuf et H. Quénot-Suarez, « La politique africaine de la France sous François Hollande : renouvellement et impensé stratégique », *Études de l'Ifri*, Ifri, novembre 2014, disponible sur : www.ifri.org.

39. F. Giovalucchi, « Afrique-France, les miroirs grossissants », *Esprit*, n° 7-8, 2020, p. 89-101.

40. Le pouvoir est fragile, mais les Européens estiment qu'il doit être soutenu, d'autant plus que le Niger a un président qui a été élu.

une unité d'élite. Lors de sa rencontre avec le chancelier allemand Olaf Scholz le 23 mai 2022, le président nigérien Mohamed Bazoum a salué la coopération militaire avec Berlin comme « un modèle » à suivre par les autres partenaires de son pays⁴¹.

La coopération allemande pour le développement du nouveau gouvernement « feu tricolore » s'inscrit dans la lignée du Pacte du G20 pour l'Afrique de 2017 (*Compact with Africa*)⁴². Cette coopération pour le développement est nettement focalisée sur le continent africain, mais entend redéfinir globalement la relation⁴³. Lors de sa visite au Mali en avril 2022, Annalena Baerbock a qualifié de « grand défi » la poursuite de l'engagement allemand après une visite aux soldats allemands à Gao. Pour la ministre écologiste, les intérêts de sécurité sont certes liés aux questions d'état de droit et de démocratie, mais aussi à la question de la sécurité alimentaire et de la crise climatique. Au Mali, plus d'un million de personnes sont menacées de famine en raison de la sécheresse, et la région est également mise au défi de la hausse massive des prix des denrées alimentaires. La ministre allemande des Affaires étrangères a donc insisté sur la nécessité de répondre aux perturbations massives des marchés mondiaux des denrées alimentaires, conséquence de l'attaque russe contre l'Ukraine⁴⁴. Enfin, sa visite a dessiné quelques orientations de ce que pourrait être la politique allemande vis-à-vis de l'Afrique dans les prochaines années. Ses rencontres avec des femmes de la société civile à Gao, avec des personnes déplacées à Ouallam, ou avec des écoliers, visent à rappeler ce que signifie réellement la violence au Sahel, souvent abstraite vue d'Europe. Face à ces problèmes, Annalena Baerbock a répété la volonté de l'Allemagne de ne pas se détourner des crises d'Afrique, malgré la guerre en Ukraine. Elle a ainsi promis une aide supplémentaire de 100 millions d'euros du gouvernement fédéral, pour l'aide humanitaire et la coopération au développement dans la région du Sahel⁴⁵.

Le retrait relatif de la France, ou du moins la réduction de voilure du « gendarme de l'Afrique », se fait dans un contexte international particulier, qui se joue en Afrique subsaharienne sur deux temporalités. La première est la perte d'influence progressive de l'Europe au sud du Sahara. Depuis le début des années 2000, nombre de pays non européens et la Russie ont développé d'ambitieuses politiques africaines, et les flux commerciaux Asie-Afrique ont dépassé les flux commerciaux Europe-Afrique depuis une

41. C. Bröll, « Es braucht nicht viel, um Chaos herbeizuführen », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 22 mai 2022, disponible sur : www.faz.net.

42. M. Öhm, « La coopération allemande pour le développement : vers une évolution géopolitique ? Histoire récente, tendances actuelles et perspectives d'avenir », *Notes du Cerfa*, n° 165, Ifri, juillet 2021, disponible sur : www.ifri.org.

43. A. Schlegel et A. Ziai, « La politique africaine de l'Allemagne : vers la reconduction d'un modèle de coopération asymétrique ? », *Études de l'Ifri*, Ifri, septembre 2021, disponible sur : www.ifri.org.

44. S. Weiland, « In der Klimakrise », *Der Spiegel*, 15 avril 2022, disponible sur : www.spiegel.de.

45. K. Gänsler, « Sie hört Frauen zu », *taz*, 15 avril 2022, disponible sur : <https://taz.de>.

quinzaine d'années. La Chine, l'Inde, le Japon, la Corée du Sud, certains pays du Golfe (Arabie Saoudite, Qatar et Émirats arabes unis), la Turquie, Israël et la Russie ont renforcé leurs liens⁴⁶ avec l'Afrique subsaharienne, sur l'ensemble du spectre : échanges commerciaux, investissements directs à l'étranger, coopérations économiques multidimensionnelles, réseaux d'ambassades, coopération sécuritaire (vente d'armes, formation, accord de défense, envoi de soldats dans le cadre de missions onusiennes, ouvertures de bases, sécurisation de régimes...). C'est dans cette optique de perte d'influence qu'il faut comprendre le lancement du paquet d'investissements *Global Gateway* annoncé récemment par l'UE⁴⁷.

La deuxième temporalité est celle de la guerre menée par la Russie en Ukraine et de ses effets sur l'évolution des relations internationales. Lors du vote de la résolution de l'ONU exigeant que la Russie cesse de recourir à la force en Ukraine – adoptée par 141 voix pour, 5 contre, et 35 abstentions –, un pays d'Afrique subsaharienne a voté contre (Érythrée), quinze se sont abstenus de condamner la guerre, et cinq n'ont pas pris part au vote⁴⁸. La Chine et la Russie déploient des efforts importants en Afrique pour décrédibiliser l'Europe, et plus largement l'Occident. Les deux puissances dénoncent le néo-colonialisme, la Russie employant des méthodes plus agressives en finançant la contestation contre certains pays occidentaux (en particulier la France) dans des pays d'Afrique subsaharienne et, plus récemment, en proposant une alternative sécuritaire à des pays (République centrafricaine, Mali...) où la communauté internationale est fortement présente. Derrière cet activisme au Mali et en République centrafricaine, et sa dimension anti-française, perce la volonté de désorganiser les architectures de paix et de sécurité mises en place ces dernières années, le départ annoncé du Mali du G5-Sahel en étant la meilleure illustration⁴⁹.

La guerre Russie-Ukraine va accélérer certaines tendances à l'œuvre. D'une part, certains pays de l'Afrique subsaharienne, à l'image du Mali et de la République centrafricaine, peuvent devenir les théâtres secondaires des oppositions de puissances, ou subir les contrecoups économiques de ces affrontements. En témoigne la visite du président sénégalais Macky Sall, président en exercice de l'Union africaine, et de Moussa Faki Mahamat, président de la Commission de l'Union africaine, à Moscou début juin 2022 pour sensibiliser le président Vladimir Poutine au fait que la guerre menée en Ukraine, et plus particulièrement le blocage des ports ukrainiens, avait de forts impacts sur le cours mondial du blé, et *in fine* sur les couches les

46. Tous les pays cités n'ont pas forcément développé tout le spectre de relations évoqué.

47. Commission européenne, « UE-Afrique : paquet d'investissement "Global Gateway" », février 2022, disponible sur : <https://ec.europa.eu>.

48. « L'Assemblée générale adopte une résolution exigeant le retrait des forces russes de l'Ukraine », *ONU Info*, 2 mars 2022, disponible sur : <https://news.un.org>.

49. « Le retrait du Mali signe *de facto* la mort du G5-Sahel », *Le Monde*, 17 mai 2022.

plus pauvres en Afrique, en particulier dans les pays fortement dépendants du blé russe ou ukrainien⁵⁰, avec la perspective de possibles famines⁵¹.

L'Afrique subsaharienne redevient un espace de compétition stratégique pour les ressources minières (en particulier les métaux nécessaires à la production de batteries) et énergétiques. Parallèlement, un marché de la « sécurisation de régimes » a toutes les chances de prospérer en Afrique subsaharienne. En effet, s'il est trop tôt pour parler de démondialisation, il est clair que de plus en plus de pays n'ont plus de confiance absolue dans le marché pour garantir leur accès à certaines ressources stratégiques (gaz, pétrole, produits miniers...) et devront donc les « sécuriser » par des accords bilatéraux robustes. L'Allemagne n'échappe évidemment pas à cette équation, et la question du gaz a largement été évoquée lors de la visite du chancelier Olaf Scholz au Sénégal le 22 mai⁵².

50. T. Gaudiaut, « Ces pays africains qui dépendent du blé russe et ukrainien », Statista, 22 mars 2022.

51. Voir l'entretien « Macky Sall : 'L'Afrique est une victime de la guerre et le risque de famine est là' », *Le Figaro*, 9 juin 2022, disponible sur : www.lefigaro.fr.

52. Lors de sa visite à Dakar le 22 mai 2022, le chancelier Olaf Scholz a déclaré que « l'Allemagne veut renforcer sa coopération avec le Sénégal notamment sur la question liée à l'exploitation du gaz ». Cf. « Pour sortir du gaz russe, l'Allemagne se rapproche aussi du Sénégal », *La Tribune*, 23 mai 2022, disponible sur : www.latribune.fr.

Conclusion

L'intervention militaire de la communauté internationale dans la zone du Sahel, où les Occidentaux étaient fortement représentés, n'a pas apporté les résultats escomptés. La situation sécuritaire continue de se dégrader, en particulier au Burkina Faso et au Mali, où la présence de la MINUSMA, après le départ de Barkhane, constituera un des derniers éléments de stabilisation. Si la MINUSMA devait s'affaiblir en raison du départ de certains de ses contingents (comme le Bénin a pu l'annoncer) ou de mesures de blocages de la partie malienne, les problèmes s'aggravaient sans nul doute. Il est dans l'intérêt des Allemands et des Européens de contribuer à la lutte contre l'extension des zones de violence, qui aujourd'hui empiètent sur les territoires des autres pays d'Afrique de l'Ouest, et d'aider les États à gérer les conséquences de ces violences, comme la détérioration de la situation humanitaire et alimentaire. Un effondrement sécuritaire du Sahel central aurait non seulement des effets sur l'Afrique de l'Ouest, mais encore sur le Maghreb et, *via* de nouveaux mouvements migratoires, sur le bassin méditerranéen.

L'Allemagne va renforcer sa contribution à la défense de l'Alliance dans le cadre de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), mais elle ne peut pour autant se soustraire à sa responsabilité vis-à-vis des régions voisines de l'Europe en proie à des troubles. Son engagement passe par un renforcement et une redéfinition de son aide au développement, et par une coopération plus systématique et coordonnée avec la France, encore plus nécessaire dans une situation internationale bouleversée.

Les dernières publications du Cerfa

- K. Terrollion, C. Klos, [La « Stratégie France » de la Sarre : un Land sur la voie d'un plurilinguisme européen en action](#), *Notes du Cerfa*, n° 168, mars 2022
- P. Maurice, [Un « changement d'époque » ? Vers une réorientation de la politique étrangère allemande après l'invasion russe en Ukraine](#), *Briefings de l'Ifri*, 7 mars 2022
- E. A. Martin, [Le choc de la réalité : La coalition feu tricolore dans la crise russo-ukrainienne](#), *Notes du Cerfa*, n° 167, février 2022
- C. Defrance, Tanja Herrmann, [Société civile franco-allemande : enjeu et acteur des relations bilatérales. Bilan et perspectives après la signature du traité d'Aix-la-Chapelle](#), *Visions franco-allemandes*, n° 32, décembre 2021
- E. A. Martin, M. Krpata, [Le dilemme des puissances moyennes : Comment AUKUS a remodelé le potentiel d'une coopération E3 dans l'Indo-Pacifique](#), *Notes du Cerfa*, n° 166, octobre 2021
- P. Maurice, [Une Allemagne en mutation : Le système des partis à l'épreuve des élections fédérales de 2021](#), *Briefings de l'Ifri*, octobre 2021
- A. Schlegel, A. Ziai, [La politique africaine de l'Allemagne : vers la reconduction d'un modèle de coopération asymétrique ?](#), *Etudes de l'Ifri*, septembre 2021
- M. Öhm, [La coopération allemande pour le développement : vers une évolution géopolitique ? Histoire récente, tendances actuelles et perspectives d'avenir](#), *Notes du Cerfa*, n° 165, juillet 2021



27 rue de la Procession 75740 Paris cedex 15 – France

Ifri.org